

L'urgence d'une coopération régionale

Avis ■ Pour lutter efficacement contre le trafic et l'usage illicite de drogue, les pays touchés par ce phénomène, notamment ceux de la rive méditerranéenne, doivent coopérer et mettre les moyens nécessaires.

Les participants à l'ouverture de deux journées d'étude, portant sur «l'application de la loi n°04/18 du 25 décembre relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de drogue et de substances psychotropes», ont souligné l'urgence d'une coopération transnationale et régionale afin de lutter contre le trafic de drogue.

Ce phénomène devenant ces derniers temps de plus en plus préoccupant - en témoignent les saisies spectaculaires de cette année en cours - affecte toute la région méditerranéenne. D'où l'urgence de conjuguer tous les efforts et la mobilisation de tous les moyens existant des deux côtés de la rive. La rencontre, organisée hier conjointement par l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onlcdt) et le groupe français Pompidou au centre national de l'armée à Alger, a été une occasion de faire le point sur ce phénomène transnational. «La question de la menace de la drogue est fondamentale. Nous n'avons pas le choix ! Nous

devons travailler en coopération pour lutter contre le trafic de drogue», a déclaré Etienne Apaïre, président de la mission interministérielle française de lutte contre la drogue et la toxicomanie, lors de son intervention, devant une assistance composée d'ambassadeurs de différents pays, juges, avocats, médecins, officiers de la Gendarmerie nationale et de la police etc. Selon lui, aucun Etat n'est en mesure de faire face tout seul à ce phénomène dans «un monde ouvert où les marchandises et les personnes vont et viennent dans cette région». «Nous devons quitter la logique nationale de lutte et passer rapidement à une logique régionale et internationale», a-t-il plaidé tout en souhaitant que l'espace méditerranéen doit être une sécurité pour tous les pays de la région. Tout en appelant à la mise en place des instruments et des moyens communs pour cet objectif, Etienne Apaïre a avoué que la «France a besoin de l'Algérie pour la lutte contre le trafic de drogue». M^{me} Florence Mabileau, représen-

tante du Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe a, dans son allocution, mis en exergue l'intérêt d'un travail de coopération entre les pays de la rive méditerranéenne contre ce phénomène. «Nous partageons les mêmes préoccupations», a-t-elle affirmé. Elle a appelé également à un travail d'ensemble, l'échange d'expériences entre les pays et le renforcement de la coopération. Par ailleurs, le directeur général de l'Onlcdt, Abdelmalek Sayah, a qualifié la situation nationale de consommation de drogue de

«grave et préoccupante». «L'Algérie est devenue non seulement un simple passeur de produits de drogue mais aussi un consommateur», a-t-il indiqué. Tout en réitérant sa détermination de lutter contre ce phénomène, M. Sayah a estimé que «le renforcement de la sécurité aux frontières européennes signifie que la marchandise destinée préalablement à l'exportation, sera réorientée vers la consommation locale», ce qui est dangereux.

Madjid Talbi.